

Projet d'intervention de Jean-Pierre Chevènement

Le Zénith, jeudi 18 avril 2002

Honneur au peuple français !

Jamais les Françaises et les Français n'avaient si bien montré qu'ils sont les seuls maîtres de leur décision.

A trois jours du premier tour, rien n'est joué ! Pour les instituts de sondage, c'est la bouteille à l'encre. Plus de la moitié de nos concitoyens n'ont pas encore fait leur choix. Tout est jouable !

Je me tourne vers tous ceux qui n'ont pas encore décidé pour leur dire : ayons confiance ! Là est ma différence avec ceux qui ne vous prêchent que contraintes et soumission. «Ayons confiance en nous, en nos capacités, ayons confiance dans le monde du travail, source de toute richesse, ayons confiance dans le citoyen, dans le peuple français dont la volonté doit s'affirmer à la tête de l'Etat. Ayons confiance dans la France pour faire bouger l'Europe et pour faire entendre au monde une parole de justice et de raison. La France vient de loin. Elle ne va pas disparaître. Nous n'allons pas la laisser tomber. Elle ira loin encore avec tous ceux qui comme en d'autres temps par milliers, que dis-je, par millions, vont nous rejoindre !

Il y a dans le pays d'immenses réserves. Innombrables sont ceux qui aspirent à un grand courant d'air frais dans notre vie publique.

Je me tourne vers ceux que tente l'abstention : ne ratez pas cette chance de vous faire entendre. Je suis le seul à vous offrir la possibilité d'un changement réel.

Je me tourne vers ceux qui hésitent : Ne votez pas raplapla. Ne vous laissez pas balader entre les deux candidats de la reconduction. Vous savez que je roule ni pour Chirac ni pour Jospin. Avec moi, vous êtes et vous resterez libres. Je ne vous invite à servir que la France et la République.

Je vous invite donc à l'audace. Osez le seul changement véritable, le seul réellement possible ; je suis le seul en effet à détenir une vraie capacité de rassemblement, de la gauche à la droite. Et vous savez que, quoi qu'il arrive, votre vote pèsera lourd pour l'avenir, car la France a besoin de repères républicains que je suis le seul à offrir.

Non, la décision n'appartient ni aux sondeurs, ni aux commentateurs. Elle appartient aux citoyens. Elle vous appartient à vous !

Depuis que, début février, j'ai contraint Jacques Chirac puis Lionel Jospin à entrer précipitamment en lice, l'Establishment a tout fait pour vous contraindre à choisir entre les deux sortants. Depuis le 11 février, jusqu'à la dernière semaine, ceux-ci ont monopolisé à 90% les moyens de l'Etat, puis ceux de la communication. Mais plus ils passaient plus ils lassaient.

Au début de la campagne, cherchant tous deux leur place au centre, on a pu se demander si le recordman des privatisations n'allait pas se retrouver à droite du rebouteux de 1995, le fameux réducteur de la fracture sociale :

Sur le conseil de leurs entraîneurs respectifs, les deux sortants sont allés rechercher dans les placards où ils dormaient depuis cinq ans les vieux habits et les mots oubliés de droite et de gauche. En vain : le premier enfant venu les voir tels qu'ils sont : entièrement nus et parfaitement interchangeables, dans leur rôle de serviteurs des marchés.

Et voilà pourquoi votre fille est muette : Entre Chirac et Jospin, il n'y a pas l'épaisseur d'un papier d'Alain Duhamel. Aucun ne porte une vision pour la France : Entre un libéral-social et un social-libéral, la différence n'est pas Minc ! Je veux parler d'Alain Minc, soutien de Balladur en 1995 et aujourd'hui rallié à Lionel Jospin. Voilà le secret de la balladurisation !

Le Fregoli de l'Elysée, qui n'en a jamais été à une énormité, à un mensonge ou à un déguisement près, revêt à la demande l'uniforme du premier flic de France, la panoplie du parfait écologiste, la blouse et les bottes du paysan, la tenue bleu horizon du patriote. C'est le parfait caméléon qu'il a toujours été. Les pigeons ont-ils la mémoire courte ?

Jacques Chirac avouait récemment que son héros préféré était Cyrano. A cause du nez peut-être mais le sien n'est pas celui de Cyrano, c'est celui de Pinocchio qui s'allonge à chaque nouveau mensonge.

Le Vicaire de Matignon n'est pas en reste avec le prestidigitateur de l'Elysée. Lionel Jospin sort de sa manche ou de son chapeau comme autant de petits lapins des propositions mirifiques : zéro S.D.F. en 2007, 900.000 emplois en 2007. Quand il est à Lorient, il annonce aux Lorientais ébaubis un ministère de la Mer. Et pourquoi pas un ministère de la Lune ? Il a égayé récemment la campagne en proposant d'abaisser à dix-sept ans l'âge du droit de vote. Pourquoi pas sept ans ? c'est l'âge de raison selon le catéchisme, celui où l'on commence à distinguer le bien du mal. Bientôt il ira chercher ses électeurs chez les nouveaux nés.

A l'école de Supermenteur, Lionel Jospin a progressé à pas de géant. Le front du démagogue jovial perce désormais par maints endroits le masque de l'austère. Il me fait penser à ce joli mot de Jules Renard : « Je fais rarement des promesses, mais quand j'en fais, je ne les tiens jamais ». Nos deux compères laissent dire qu'ils ont enfin trouvé la pierre philosophale, celle qui change les déficits en or massif et qu'ils connaissent la formule

magique qui permet de concilier la diminution des recettes, l'augmentation des dépenses et la réalisation de l'équilibre budgétaire. Cette formule, en fait, est bien connue, c'est celle de la poudre de perlimpinpin. Quand ils nous mènent en bateau, comme hier au Conseil européen à Barcelone, c'est la France qui tombe à l'eau !

Les Français ont bien compris que Jacques Chirac et Lionel Jospin ne leur offrent qu'un faux choix : ils sont en réalité les deux faces du même déclin, l'un chef d'une droite qui a abandonné la nation et l'autre d'une gauche qui a tourné le dos au monde du travail. Ils se sont également résignés à subir les effets d'une mondialisation financière aveugle. Candidats de la reconduction, ils sont également ceux de la résignation.

Le Pen et Laguiller vous offrent-ils une autre perspective ? Ils ne proposent rien. Arlette Laguiller veut seulement vendanger les raisins de la colère. Jean-Marie Le Pen, lui, entend encaisser le salaire de la peur. Ce sont deux sangsues, deux vampires qui s'engraissent des malheurs de la société, deux plantes parasites qui s'enroulent comme du lierre autour de notre système politique. En fait, ils ne veulent rien changer. Comme ils ne peuvent pas être élus, avec eux, le système peut continuer tranquillement son chemin. Dans la conjoncture actuelle, Lutte ouvrière est la meilleure chance et la meilleure alliée de Chirac. Dans la conjoncture actuelle, le Front national est le meilleur atout et le meilleur allié de Jospin. Dans la cathédrale de l'ordre établi dont Chirac est la flèche et Jospin la clé de voûte, ils ne sont que des arcs-boutants, très utiles à l'équilibre de l'édifice : ils convertissent en impuissance la volonté de changement populaire. Candidats de la protestation stérile, ils sont aussi des candidats de résignation.

Je suis le seul qui trouble le jeu, le seul qui, à partir d'un projet sérieux et mobilisateur, peut déplacer les lignes et mettre en évidence les vrais enjeux de cette élection qui ne sont pas Chirac ou Jospin mais, l'Etat, la République, la nation !

Je vous offre le seul choix véritable, le seul vote utile, pour sortir d'un jeu biaisé et pour arracher le pays à l'ornière du déclin.

Je ne suis ni le candidat du système, celui des grands intérêts établis, ni un candidat de protestation stérile. Seul, j'ai la capacité de rassembler largement sur un projet solide.

N'étant le candidat d'aucun parti, j'entends être l'homme de la Nation tout entière.

Une dame rencontrée sur un marché de Ménilmontant me disait : « Vous êtes le seul candidat à avoir réellement mené une campagne présidentielle. »

En effet, je suis le seul candidat qui s'appuie sur la République pour poser des barrières robustes aussi bien à une mondialisation financière aveugle qu'à un choc barbare de civilisations qui retentirait inévitablement sur notre sol. Le seul qui invite à la mobilisation pour élargir, en Europe notamment, nos marges de liberté.

Oui, je suis le candidat de l'optimisme. Je vous donne des raisons de croire en l'avenir : en réanimant les valeurs républicaines aujourd'hui bafouées, en redonnant sa place à l'Ecole, en mettant l'accent sur la dignité du travail et la fiche de paye du travailleur,

J'entends encourager la recherche, l'innovation, la création et la transmission d'entreprises, rappeler le sens du service public gravement menacé par les décisions de Barcelone et le moderniser.

J'entends rassembler sur la France, pour redynamiser l'Europe, construire la paix dans le monde, faire vivre la francophonie.

Durant cette campagne, j'ai parcouru la France. Je suis allé au devant des Français, je les ai écoutés. Partout, j'ai constaté l'attente profonde de clarté, de courage, de clairvoyance, de vision. Sécurité, éducation, santé, retraites, agriculture, défense : nulle part ceux qui nous gouvernent n'offrent de perspective à long terme. J'ai en tous domaines au contraire tracé les chemins de l'avenir : pour garantir à tous un droit égal à la sécurité, pour rappeler l'Ecole à ses missions, pour mobiliser tous les atouts de notre pays et relancer la croissance, pour revaloriser le travail, pour relever le citoyen, et pour faire entendre à nouveau la voix de la France.

Je ne vous ai jamais proposé de catalogues démagogiques, comme tant d'autres qui s'engagent à faire demain ce qu'ils n'ont pas fait hier. Sans chercher à plaire ni à séduire, j'ai cherché à discerner, et à vous offrir les moyens de redresser la Nation.

1. Notre pays a besoin de savoir où il va. Il faut retrouver confiance en la France

Je vois avec colère ceux qui nous gouvernent détricoter méthodiquement la République. En Corse, où Jospin, sous le chantage d'une poignée d'indépendantistes violents, a consenti à déléguer le pouvoir législatif. La loi cesserait ainsi d'être égale pour tous. Dans les départements d'Outre-mer, Chirac propose des statuts à la carte. Et maintenant, ils proposent l'un et l'autre des référendums régionaux qui tronçonneraient le peuple français en autant de petites entités qui tendraient inévitablement à s'arroger la souveraineté.

« Il n'y a de classe dirigeante que courageuse », disait Jaurès. « Est un chef celui qui procure de la sécurité aux autres en prenant pour soi les dangers ». La vie et la mort du grand tribun socialiste illustrent cette phrase. Quel contraste avec le comportement de la classe politique actuelle qui semble ne plus être attachée qu'à un principe, le fameux principe de précaution. La seule sainte à qui nos dirigeants font leurs dévotions et rendent un culte, c'est Sainte-Frousse. Qui n'a ni valeurs ni principes est dans l'ordre politique un invertébré. Or on n'a jamais vu, par la grâce d'une élection, se produire une mutation génétique. A soixante ans passés, on ne change pas et le passé d'un homme parle pour son avenir. Les Français aiment-ils les menteurs et les mensonges ? Je ne veux pas le croire.

J'avoue pour ma part avoir la faiblesse de ne rien dire que je ne pense et de ne rien promettre que je ne puisse tenir. Il me semble normal d'attendre d'un homme qui ose briguer la plus haute magistrature de l'Etat qu'il n'ait pas seulement la compétence, l'expérience, l'éloquence mais aussi l'autorité, la probité, l'intégrité. Vous me connaissez, vous savez que je ne suis pas de ceux qui laissent leurs convictions au vestiaire et jettent leurs serments à la poubelle. Vous savez que je ne suis pas de ceux qui bêlent avec les moutons, ce qui est la façon qu'ont les hommes sans courage de hurler avec les loups ; vous savez que je suis, lorsque l'heure est grave, celui qui sait dire non. L'espèce n'en court pas les rues, en tout cas les allées du pouvoir.

Avec eux, gouverner c'est esquiver. Ils nous ont habitués à vivre dans le système de l'éternelle défausse. Ils ont désappris de résister au nom de l'intérêt général. Il suffisait de voir avant-hier M. Chirac en Corse poser au mainteneur de la République aux côtés de M. Baggioni, son principal supporter dans l'île, et par ailleurs un des artisans du processus de Matignon pour prendre la mesure de l'hypocrisie.

Comment s'étonner, dans ces conditions, de l'explosion des communautarismes sur notre sol ? Qui sème le vent récolte la tempête. Des idéologies anti-républicaines, ethnicistes ou intégristes, qu'on a encouragées par veulerie, prospèrent sur ce mauvais terreau. Quand la citoyenneté se dissout, quand la laïcité est perdue de vue, quand la confiance en la France s'étiole, la tentation surgit chez certains de s'identifier à des appartenances ou à des causes étrangères. Quand une synagogue brûle, la République est menacée.

Alors on voit ceux qui, hier encore, traitaient la République d'arrière-grand-mère démodée, se presser à nouveau sous ses jupes, dès que les affaires deviennent sérieuses, et dès que ça commence à chauffer. Ce sont les Républicains occasionnels ; ils ne pratiquent pas, sauf le 14 juillet comme il y a des catholiques qui ne vont à la messe que le jour de Noël.

Eh bien, si je suis élu, vous pouvez compter sur moi, pour rappeler que la République n'agrège pas des communautés, mais réunit des citoyens égaux en droits qui, selon la règle de laïcité, gardent dans la sphère privée leur foi et leurs attaches. Un Français, c'est un citoyen français. Rien de plus. Rien de moins. Sans distinction d'origine. Catholiques, juifs, musulmans, agnostiques : à tous la République doit l'application ferme et égale de ses lois.

Les repères républicains affaiblis par la complaisance de nos gouvernements successifs retrouveront leur force.

L'unité de la République, ce n'est pas l'uniformité, c'est l'égalité. Je suis un décentralisateur. Je l'ai montré. J'entends poursuivre hardiment dans cette voie, dans le respect de la loi et de la solidarité nationale. Mais qu'on ne compte pas sur moi pour défaire la République, construite par l'effort des générations qui nous ont précédés par des référendums régionaux dont chacun, à moins d'être aveugle, voit bien qu'ils dresseraient contre la Nation de nouvelles féodalités, au nom de peuples aujourd'hui fictifs. Que nos deux sortants en fassent l'un et l'autre la proposition en dit long sur leur légèreté.

Aucun d'eux ne croit plus vraiment en la France. Ils la noieront, si on les laisse faire, dans une Europe des régions dominée par l'Argent et par la renaissance des ethnicismes. La Suisse ne veut pas entrer dans l'Union européenne mais l'Europe, elle, ne semble rêver que de se métamorphoser en une grande Suisse dominée par ses Banques.

*
* *

J'ai une autre idée de l'Europe. Je veux républicaniser l'Europe, l'ouvrir sur l'Universel. Bref, je suis euro-ambitieux.

Je propose qu'on en finisse avec une conception de l'Europe qui remplacerait les nations. Et qu'on ouvre la voie à une Europe qui les associe et les complète au lieu de vouloir les effacer.

Dès mon élection, le mémorandum que je remettrai dans chaque capitale européenne précisera les réformes que la France proposera :

- Rendre publics les débats et les votes au sein du Conseil, afin que les délibérations soient prises à la lumière de la démocratie, sous le contrôle des peuples. Pas de démocratie sans transparence !
- Le Conseil et le Conseil des ministres constituent l'instance directrice de l'Union. La Commission n'est pas et ne peut pas être un gouvernement. Le pouvoir d'initiative doit être partagé avec les nations afin de susciter entre elles un véritable dialogue et de faire

surgir en Europe un espace commun de débat, autre condition de la démocratie.

Je proposerai de lancer des projets ambitieux et pour cela d'engager avec ceux des Etats-membres qui le souhaiteront, six coopérations renforcées : liaisons ferrées à grande vitesse ou pour le ferroutage, et tunnels transfrontaliers, co-développement avec le Sud et les pays de la Méditerranée, partenariat avec la Russie, énergie, recherche, politique aéronautique et spatiale. ;

Je proposerai aussi que l'Europe prenne sa part dans l'effort de relance économique mondiale.

Comment poser, comme le fait Lionel Jospin, au candidat du progrès social et se faire simultanément l'apôtre de la rigueur budgétaire, en souscrivant, conjointement avec Jacques Chirac, à Barcelone, à un plan d'austérité sans précédent ? Je vous propose de desserrer les contraintes qu'ils ont imprudemment souscrites : d'abord substituer au Super pacte de stabilité, un pacte de coordination budgétaire souple et ensuite réformer les statuts de la Banque Centrale de Francfort pour qu'elle soutienne aussi la croissance et l'emploi. Voilà une différence avec eux : je combats pour une Europe sociale quand ils se résignent devant le règne de la Finance.

Assez de fuites en avant, de formules chauve-souris. « Fédération d'Etats-nations » : je suis fédération, voici mes dents ; j'aime les nations, voyez mes ailes. « Constitution européenne », dont on ne nous dit pas comment elle ensevelirait la constitution de la République française et ce que deviendrait la souveraineté nationale et la souveraineté populaire, c'est-à-dire notre liberté de citoyens.

Je prends l'engagement sur ce sujet de consulter le peuple français par référendum.

La voix de la France doit se faire entendre aussi dans les affaires du monde.

Aujourd'hui son silence est assourdissant. Nous assistons, muets, à la montée des périls. Alors que le Proche-Orient s'embrase, qu'un combat inégal et meurtrier s'y déroule, alors que sur notre sol vivent à la fois la plus importante communauté juive et la plus importante communauté arabe d'Europe, j'ai cherché la voix de la France et je ne l'ai pas entendue.

Du côté des palais nationaux, où nos deux sortants viennent de temps à autre se reposer des fatigues d'une campagne électorale, j'ai entendu quelques protestations verbales, l'expression d'une affliction, d'une réprobation de convenance, et le souhait banal, comme à quelqu'un qui

éternue, de se trouver bientôt en meilleure santé. On y guette les initiatives américaines et on les commente quand elles échouent, tandis que l'engrenage d'une violence sans fin se déroule inexorablement.

Ont-ils oublié la grande voix qui, devant la guerre injuste du Viet-Nam, se fit entendre à Pnom Penh, mettant nos alliés américains en garde contre les risques de la démesure ? Cette voix, on le sait, influa sur le cours des événements, et les négociations finales se tinrent à Paris. Où sont l'appel de Québec, l'esprit de Cancun ? Ceux qui nous gouvernent se prétendent modernes, mais ils se sont retirés du monde alors que le spectre de nouvelles guerres –contre l'Irak, la Somalie, l'Iran, qui sait ?– monte à l'horizon. Ils ont perdu le goût d'agir. Ils observent, ils déplorent, ils prient : ce sont des occupations de moines contemplatifs. Absente des grands débats, la France est ignorée en toutes occasions. Quand la France renonce à faire entendre sa voix au Proche-Orient, les communautarismes se font plus bruyants sur notre sol.

Je propose de retrouver le chemin de la grandeur. Aux peuples déchirés par des rivalités ethniques ou religieuses, la France doit porter le message de la citoyenneté, de la laïcité, ignorant les distinctions d'origine ou de confession. Le grand espace de la francophonie, enjambant le Nord et le Sud, doit offrir à nos jeunes générations un espace de solidarité. Le dialogue des cultures sera un exemple donné à tous ceux qui voudraient nous faire régresser vers un choc médiéval entre les civilisations.

Je propose que la France ouvre l'Europe vers le Sud, en soutenant le co-développement en Méditerranée, en oeuvrant pour une paix durable, de la Méditerranée au Golfe : c'est notre devoir et notre intérêt commun que d'assécher le terrain de la misère et de l'humiliation qui encourage partout le fanatisme. Au Proche-Orient la France doit proposer une conférence internationale réunissant outre les Israéliens et les Palestiniens, les Etats voisins, les Etats-Unis, l'Union européenne, et les pays membres permanents du Conseil de Sécurité. La Communauté internationale doit, s'il le faut, imposer non seulement l'application des résolutions des Nations-Unies, mais une paix équitable, dont les contours furent esquissés à Tabah : un Etat palestinien viable, des garanties de sécurité pour Israël.

Je propose un nouveau traité de l'Elysée avec l'Allemagne, afin de nouer ensemble un partenariat stratégique équilibré, avec la Russie à l'Est, qui garantira la paix sur le continent européen, et au Sud avec les pays du Maghreb et de l'Afrique pour promouvoir un co-développement d'intérêt mutuel. Je propose enfin que la France soit capable d'assurer l'autonomie de sa défense.

La France n'est pas seulement le passé des Français. Elle est aussi leur avenir. Car la France abandonnée, cela signifie aussi les citoyens méprisés, la République oubliée, le monde du travail bafoué !

2. Notre pays a besoin de repères clairs et fermes pour relever le citoyen.

Le respect doit remplacer le mépris. La fraternité doit remplacer l'indifférence.

En matière de sécurité, des flots de démagogie ou d'angélisme ont été déversés, spécialement par ceux qui depuis des années auraient dû agir. Quand j'ai proposé en décembre 1998 des mesures énergiques, le Premier ministre les a écartées. Quant au Président de la République il a toujours fait le contraire de ce qu'il préconise aujourd'hui. Quand faut-il les croire ? Il leur manque la vue d'ensemble qui lie d'une part les problèmes de la délinquance et d'autre part la crise des valeurs, celle de l'éducation, celle de la citoyenneté.

Si je suis élu, le Parlement sera convoqué en session extraordinaire dès le mois de juillet. Il sera saisi de deux lois de programmation, l'une pour la police et la gendarmerie, afin de leur donner les moyens de leur action, l'autre pour la justice, pour la mettre à la hauteur de ses missions. L'ordonnance de 1945 sera refondue, pour mettre fin à l'impunité des multirécidivistes mineurs. Soixante centres de retenue fermés seront créés, sur décret d'avance. La loi Guigou sera décrassée : cessons de placer des obstacles procéduriers inutiles à l'action des magistrats et des enquêteurs. Des directives du Garde des Sceaux rétabliront l'unité de la politique pénale et donneront le cap : lutte contre la drogue et l'argent de la drogue, contre le blanchiment d'argent sale, contre le terrorisme. Je n'accepte pas que près de 40% des peines ne soient pas exécutées et que 80% des plaintes n'aboutissent jamais.

Dans notre pays, je ferai respecter la loi. A cette fermeté, j'allierai la générosité : en direction des jeunes qui vivent dans nos quartiers populaires, et que je refuse énergiquement de confondre avec une minorité de délinquants, la République doit tendre une main fraternelle pour les aider à réussir leurs études, à réussir leur vie. La citoyenneté, ensemble indissociable de droits et de devoirs, le civisme, le respect de soi-même et des autres, seront la règle. C'est ainsi et non en recherchant des boucs émissaires que nous fonderons le droit égal pour tous à la sécurité : par la multiplication des bourses et le développement des préparations rémunérées aux concours de la Fonction publique.

Le principe d'autorité républicaine doit être affermi dans notre pays. La République est ennemie du laxisme, comme de l'autoritarisme. C'est un régime de liberté, ce n'est pas un régime de faiblesse. Il repose sur des principes. Et tout commence par leur apprentissage. Tout commence à l'Ecole.

Je propose de rappeler clairement à l'Ecole ses missions : transmettre des savoirs et des valeurs, et former des citoyens.

La transmission des savoirs et l'autorité des maîtres doivent être placées au centre de l'Ecole. Dès la prochaine rentrée, l'Education nationale aura une priorité : la transmission des savoirs fondamentaux et d'abord à l'école primaire celle des apprentissages de base. Il n'est pas acceptable que 17% des élèves entrent en sixième sans maîtriser la lecture et l'écriture. C'est par là que tout commence : avant de courir après toutes les modes, mieux vaut bien apprendre le français, langue de l'intégration sociale et nationale. J'ai réintroduit l'instruction civique à l'Ecole en 1985 : il faut que l'esprit de la loi républicaine délibérée en commun, et qui protège le faible du fort, soit compris de tous.

*

Le moment est venu de faire face et de cesser de vendre la République par appartements, qu'il s'agisse de l'organisation territoriale du pays laissée à la merci de nouvelles féodalités, du service public privatisé, ou du régime des retraites.

3. Notre pays a besoin de revaloriser le travail et de le remettre à l'honneur

Aujourd'hui, les salariés sont jetés comme fétus de paille au grand vent de la mondialisation libérale. Les licenciements et les plans sociaux s'accumulent. Alstom, Danone, Moulinex, Alcatel, et tant d'autres : partout l'Etat s'est mis aux abonnés absents. Les salaires sont bloqués, au nom de la modération salariale. Beaucoup de nos entreprises sont exposées aux prédateurs boursiers. Jacques Chirac et Lionel Jospin, tous deux adoués par les marchés financiers, laissent faire.

Je propose de revaloriser le travail et d'abord de le remettre à l'honneur. Et bien sûr de le rémunérer mieux car beaucoup de Français travaillent dur mais gagnent peu. La majeure partie des charges sociales qui pèsent sur les salaires seront transférées vers une base plus juste : la valeur ajoutée pour les cotisations patronales ; la CSG pour les cotisations salariales. Alors, la feuille de paie, le salaire net, à commencer par le SMIC, seront réévalués. Alors les entreprises pourront embaucher davantage. Ces simplifications administratives allégeront aussi la charge des PME PMI. Quand j'évoque le monde du travail, je pense aussi bien aux salariés qu'aux artisans, aux commerçants, aux responsables des PME qui ne ménagent pas leur peine et en sont bien mal récompensés.

La revalorisation du travail sera un puissant facteur de dignité, d'intégration sociale et d'unité nationale. L'intégration des jeunes ne se produit vraiment que le jour où ils commencent à travailler. Mieux payés, les travailleurs pourront aussi mieux assumer leur rôle parental et retrouver une autorité morale à l'égard des jeunes.

Dans le mois qui suivra l'élection de la nouvelle Assemblée Nationale, je demanderai au gouvernement de réunir une Conférence des revenus pour négocier cette grande réforme des charges sociales, la revalorisation des salaires, l'assouplissement de l'application des 35 heures, car nul ne doit être empêché de travailler et de gagner plus. Je demanderai qu'on veille à l'organisation des carrières dans l'entreprise, qu'on lutte contre la précarité, qu'on renforce la représentativité et le rôle des syndicats. Nous remettons ainsi le monde du travail au cœur de notre projet de société.

Notre pays a besoin de justice pour garantir aussi **l'avenir et le niveau des retraites**. Jacques Chirac nous propose des fonds de pension à la française, et Lionel Jospin des compléments par capitalisation. Derrière l'hypocrisie des mots, la connivence éclate, qui mettrait nos aînés à la merci des aléas boursiers. Plus encore, ils ont tous deux, de concert, accepté au sommet européen de Barcelone, le report à 63 ans de l'âge de la retraite. Sans débat devant le Parlement, sans débat devant le pays.

Eh bien, je défendrai bec et ongles le principe de la répartition. Dans les semaines qui suivront le renouvellement de l'Assemblée Nationale, je soumettrai à la négociation des partenaires sociaux, les réformes jusqu'ici trop longtemps différées.

L'âge de la retraite sera lié au nombre d'années de cotisation (40 ans) et non plus à un âge couperet. Je mettrai en œuvre la retraite progressive. Ainsi sera maintenu le droit au départ en retraite à soixante ans pour ceux qui le souhaitent. L'équilibre à terme des régimes de retraite sera obtenu par l'accroissement du niveau d'activité, et par la réduction du chômage. A plus long terme, une politique familiale ambitieuse, permettant au pays d'assurer le renouvellement des générations, y contribuera.

Nos deux sortants ont abandonné **les intérêts de l'industrie, le monde de la production**. Ils filent doux devant les marchés financiers. Pour eux la modernité, c'est l'ouverture de tous les marchés à la concurrence. Derrière leurs beaux discours, la mondialisation libérale est féroce : des pans entiers de notre industrie s'effondrent, disparaissent, passent sous contrôle étranger. Nos services publics, hier encore performants et dynamiques, comme l'était France-Telecom, passent dans le rouge, à la suite d'aventures boursières hasardeuses. La sidérurgie renflouée à coup de fonds publics est privatisée, et son siège est transféré à Luxembourg. Alcatel invente la société sans usine,

et brade le savoir faire et le patrimoine industriel qui s'étaient constitués dans ce domaine. Partout l'Etat est mis aux abonnés absents. Voyez Canal Plus la chaîne du cinéma français. Le gouvernement se tourne vers le CSA. Lionel Jospin se défause sur Dominique Baudis !

Dans la mondialisation, la France n'est pourtant pas désarmée. Je propose qu'elle mette en œuvre tous ses outils. D'abord la politique industrielle, pour aider notre industrie à relever les défis de l'avenir en créant un grand ministère du Développement technologique. En commençant par une politique énergétique assurant notre indépendance. L'énergie est une affaire trop sérieuse pour être laissée au chantage des Verts !

Il faut mettre un terme à la démagogie. Ceux qui promettent 900 000 emplois au nom d'une croissance qu'ils ne cherchent nullement à susciter, ou la réduction de 30% de l'impôt sur le revenu, ou encore la baisse de 50% de la taxe d'habitation, sont les mêmes qui se sont engagés à Barcelone à faire disparaître tout déficit budgétaire en 2004 !

Ils se moquent du monde ! Ils hypothèquent entièrement les deux prochains budgets voués aux coupes sombres. Non seulement ils prennent ces engagements dans le dos du peuple français mais ils mettent par avance en congé une Assemblée Nationale qui n'est pas encore élue !

Avec moi cela changera. On saura qu'il y a dans l'Etat une volonté. Notre pays retrouvera un cap et un capitaine.

*
* *

Je suis un homme libre. Je ne suis pas un homme seul. Autour de moi, vous ne trouverez pas les courtisans usés, blasés, qui déjà se distribuent les prébendes. Mais des femmes et des hommes qui ont décidé de construire le pôle républicain. Epris de liberté, ils ont souvent préféré suivre leurs convictions que d'obéir à leur parti. Certains disposent d'une solide expérience et d'une claire conscience de l'intérêt public. Derrière eux je veillerai que s'affirme une nouvelle génération de femmes et d'hommes jeunes qui veulent donner sens à leur engagement politique. Tous savent que nous sommes au commencement d'une vaste entreprise.

Le pôle républicain rassemble des femmes et des hommes venus de toutes les sensibilités démocratiques : de la gauche de la gauche, du courant communiste, du courant socialiste, du Mouvement des Citoyens, du courant radical, de l'UDF, des gaullistes, des souverainistes. Ce qu'ils ont en commun, c'est la certitude que rien ne changera dans notre pays, si la souveraineté populaire n'est pas relevée et si de fermes repères ne sont pas tracés pour l'avenir.

Les Français en ont assez de la cogestion par l'Etat RPR et l'Etat PS. Il faut donner de l'air au pays. Il a besoin d'hommes et de femmes nouveaux. Le pôle républicain est né. Il ne fait qu'écrire ses premières pages. Il sera la relève des équipes discréditées dont le pays ne veut plus. Je sais le travail immense que vous avez conduit dans tout le pays. Je sais l'énergie militante sans faille qui vous a animés. C'est un point d'appui considérable. Les Français savent que le pôle républicain sera le meilleur garant d'un moins sombre avenir.

Non, à trois jours du scrutin, rien n'est joué. Vous sentez bien que tout bouge et peut bouger encore. Certes les bastilles du conformisme et de l'immobilisme nous barrent encore l'horizon. Mais nous seuls pouvons prendre ces bastilles !

Ensemble nous pouvons changer la donne. Ensemble nous pouvons déplacer les lignes.

Ensemble, nous pouvons créer la seule vraie bonne surprise. C'est possible, car jamais, une élection ne s'est présentée de manière aussi ouverte.

Je me tourne vers les Françaises et les Français qui pour plus de la moitié d'entre eux vont faire leur choix d'ici dimanche pour leur dire : Ne laissez pas passer cette occasion d'infléchir votre destin. Ce moment ne repassera pas de sitôt. C'est votre avenir, celui de vos enfants, c'est l'avenir de la France que je défends, pour vous, et avec vous.

Organisons ensemble le sursaut républicain. Ou bien la France va dans le mur : Cinq ans de Chirac ferme et constitutionnellement incompressible, cinq ans de Jospin sec et éventuellement reconductibles, ce n'est plus un quinquennat, c'est une condamnation.

Ou bien, comme elle l'a fait à plusieurs reprises dans son histoire, avec vous, avec moi, la France rebondira avec la République !

Le vote Chevènement, c'est le seul vote de confiance.

Confiance dans la France d'abord ! La France retrouvée, à nouveau présente au rendez-vous que l'Histoire lui fixe !

Confiance dans la démocratie, enfin libérée du carcan de l'Etat RPR ou de l'Etat PS, confiance dans le citoyen ! C'est un vote de lucidité qui prend le pari d'une politique à la fois efficace et juste. Parce que selon le mot de Pascal, il faut que ce qui est juste soit fort, et que ce qui est fort soit juste. Voilà ce que signifie être au-delà de la droite et au-delà de la gauche : la justice plus l'efficacité.

Oui c'est un pari sur notre capacité à nous rassembler, à dépasser des clivages périmés, à sortir des sentiers battus, à prendre appui sur toutes les forces de la France.

Dans cet ultime effort pour convaincre nos concitoyens, j'ai besoin de vous. Je compte sur votre mobilisation, sur votre élan, et à travers vous sur l'intelligence, le civisme et le patriotisme des Français !

Demain comme hier, la République sera, si vous le voulez, la force de la France !

Source : www.chevenement2002.net